

Conseil Régional Rhône-Alpes
LA LETTRE DU GROUPE UMP
RADICAL ET APPARENTÉS

Numéro 1 - Mars-Avril 2008



« Ce que Monsieur Queyranne ne vous dit pas ! »

par **Jean-Claude CARLE,**

**Président du Groupe UMP, Radical et Apparentés,
Sénateur de la Haute-Savoie**

La société contemporaine connaît une période d'intense médiatisation dans laquelle la communication des institutions, et tout particulièrement celle des Régions, prend une place de plus en plus importante.

Or, « la communication serait la vérité, si elle était totale » écrivait déjà en 1955 Paul Ricœur dans « Histoire et Vérité ». Ce qui n'est jamais le cas.

Ne pas tout dire, c'est donc manipuler l'opinion. L'exécutif régional excelle en la matière, utilisant tous les vecteurs pour assurer sa propagande.

Il s'achète ainsi les bonnes grâces des quotidiens et hebdomadaires régionaux par le biais d'encarts et autres suppléments gratuits - sauf bien sûr pour le contribuable ! - vantant les bienfaits de sa politique et stigmatisant le désengagement de l'Etat.

Aujourd'hui, sous couvert d'aides aux radios associatives, il étend sa propagande aux radios locales « favorisant le fait régional ». C'est l'objet de l'un des rapports soumis à l'assemblée plénière ce mois-ci.

Cependant, dans cette débauche de communication, il y a ce que Monsieur Queyranne ne vous dit pas. Et qui est d'importance ! A savoir l'augmentation de la fiscalité de 23,5 % depuis son arrivée.

Et pourtant, rappelez-vous les déclarations du candidat Queyranne en 2004 : « **si je suis élu, je n'augmenterai pas les impôts.** Nos promesses sont réalistes et peuvent être financées à budget constant ».

A cette augmentation vient s'ajouter le doublement de l'emprunt, c'est-à-dire la fiscalité de demain, le

triplément de la dette et le quadruplement des frais financiers, sans parler de la taxe sur la carte grise qui a enregistré une hausse de... 50 % ! On peut comprendre l'augmentation de la fiscalité ou de l'emprunt lorsqu'ils sont destinés à financer des investissements, or ce n'est pas le cas. Ils servent à satisfaire des dépenses de fonctionnement ou des actions de prestige, telle l'édification du Palais de la Région.

Estimé à l'origine à 90 M€, le coût prévisionnel est aujourd'hui évalué à plus de 150 M€. Il est à craindre que l'opération ne se solde à 200 M€, l'équivalent de la construction de 8 lycées !

Pour justifier cette augmentation des impôts, Monsieur Queyranne, comme l'ensemble de ses collègues socialistes, Présidents de Régions, invoque le désengagement de l'Etat.

Mensonge : les crédits de l'Etat s'élèveront cette année à 1,094 milliard d'Euros, soit une hausse de 30 M€. Tout aussi inquiétant est le changement de culture de la Région : notre collectivité se doit d'être un espace dédié aux politiques contractuelles basées sur la confiance, la proximité, la réactivité. Or, force est de constater, - et nombreux sont les partenaires qui l'observent -, que la réglementation et la procédure prennent le pas sur l'action.

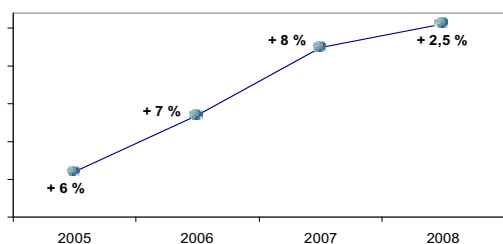
Que dire enfin de la démocratie participative - confiée à un élu communiste - et de la coopération décentralisée - gérée par un élu Vert - qui font de ces deux Vice-Présidents « les plus grands voyageurs de la planète » !

En vérité, Monsieur Queyranne est bien le champion de la démocratie participative, au sens de faire participer financièrement chaque jour de plus en plus les Rhônalpins.

Depuis 2004, l'exécutif de la Région Rhône-Alpes grève le pouvoir d'achat des Rhônalpins

Depuis l'arrivée en 2004 de l'exécutif PS – PC – Verts – PRG, le Groupe UMP et Apparentés a voté CONTRE tous les budgets primitifs et supplémentaires. En effet nous refusons de cautionner les hausses de la fiscalité et de l'emprunt.

Taux de fiscalité en Rhône-Alpes en hausse depuis 2004

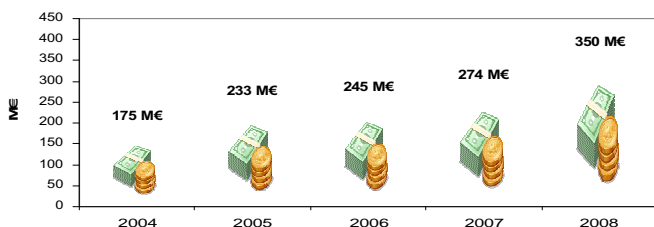


Au total : + 23,5 % en 4 ans

A savoir : Au cours de la campagne électorale pour les élections régionales, le candidat Queyranne avait clairement annoncé qu'il n'augmenterait pas les impôts pendant son mandat ...

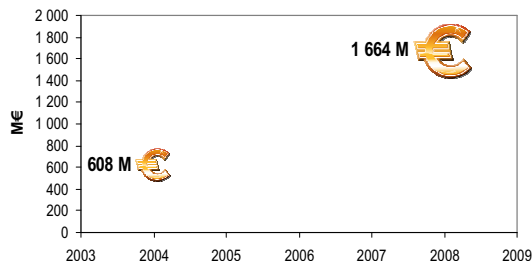
Que de promesses non tenues !!

Augmentation de l'emprunt depuis 2004



Soit un doublement de l'emprunt en 4 ans !

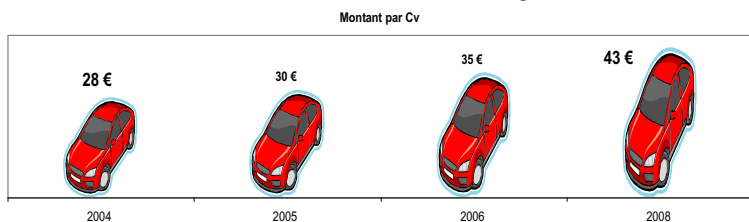
Augmentation de la dette de la Région Rhône-Alpes depuis 2004



En 2004, la dette était de 608 M€. Elle sera de plus de 1 664 M€ en 2008 !

Soit + 273 % en 4 ans

Les automobilistes pénalisés Hausse de la taxe sur les cartes grises



En outre, le taux maximum décidé par l'exécutif régional sur la TIPP (taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers) transférée par l'Etat aux Régions représentera cette année plus de 70 M€ de prélèvements.

Dans les cartons de Jean-Jack Queyranne : L'exécutif prévoit même de mettre en place une logique de progressivité de la taxe sur les cartes grises, en instaurant 3 niveaux de taxe au Cv : 1 à 5 Cv, 6 à 10 Cv et + de 10 Cv.

Le groupe UMP s'est opposé à cette nouvelle tarification.

Mots croisés

Xavier DULLIN,

sur le rapport *Développement de l'Apprentissage* :

« Votre approche, empreinte d'une idéologie dépassée veut opposer les branches publiques et privées à travers le financement prioritaire aux organismes gestionnaires. Croyez-vous que ce soit ce type de débat qui préoccupe aujourd'hui les familles ? »

Colette TABELING,

sur la *Politique Régionale de la Jeunesse* :

« Nous préférons favoriser les initiatives de la jeunesse que de l'assister comme vous le faites ! »

Thierry KOVACS

à l'occasion des travaux de la *Mission d'Information et d'Evaluation sur les conséquences financières de la décentralisation* :

« L'Etat ne peut pas être tenu responsable des hausses de fiscalité que l'exécutif régional a imposées aux Rhônalpins.

En effet, les augmentations des impôts et de la taxe sur les cartes grises ont rapporté en 2005 à la Région 32 M€ alors que la Mission évaluait le déficit de compensation de l'Etat à 1,3 M€ pour la même période.

Entre 2004 et 2006, ce sont 84 M€ supplémentaires qui ont été ponctionnés des poches des contribuables de Rhône-Alpes alors que le déficit de compensation estimé par la Mission n'était que de 14 M€.

Astrid BAUD-ROCHE,

sur le *Schéma Régional des Services de Transport* :

« Votre action s'inscrit non pas dans la nouveauté mais dans la continuité. Parlons de la concertation. Vous n'avez pas su toucher ni attirer dans votre réflexion le monde économique. La consultation n'a concerné que 0,02 % des Rhônalpins ! Vous nous présentez tout un topo sur la manière de financer vos projets. Vous nous proposez cinq nouveaux impôts ! Je me demande encore si nous en avons pour notre argent ? ».

Danielle NOIR,

sur la *Politique régionale en faveur des radios associatives non commerciales* :

« Vous voulez acheter les radios associatives pour des raisons politiques. Continuons à les soutenir dans leurs diversités, mais nous ne pouvons cautionner une opération grossière et politique qui est en réalité une instrumentalisation de certaines radios associatives. Nous aurions pu voter ce texte si vous n'aviez pas mis de conditions à la liberté. On ne met pas de conditions à la liberté ! ».

Serge HAZARD,

concernant le *Schéma Régional de développement des Loisirs et du Tourisme* :

« Aujourd'hui, l'hôtellerie vous la laissez tomber. L'Hôtellerie selon vous n'a rien à voir avec le Tourisme. Et bien nous le dénonçons.

Nous souhaitons identifier notre soutien à l'hôtellerie familiale, nous défendons des amendements à ce propos ».

Marie-Cécile POGUET,

concernant le Tibet :

« Aurez-vous la *bravitude* de porter sur votre veste, en signe de protestation, lors de votre voyage en Chine, cet écusson représentant le drapeau tibétain que je vous donne de la part du groupe ? »

La vérité si je mens...



Monsieur Queyranne pourrait nous faire un remake de « La Vérité, si je mens » ! Son dernier épisode s'intitule « l'UMP magouille en projetant de modifier le mode de scrutin des régionales deux ans avant la nouvelle élection ».

Faites ce que je dis, mais surtout, surtout pas ce que je fais ! Le journal officiel du mois de juin 1985 a gardé en mémoire son vote en faveur de l'instauration de la proportionnelle pour les législatives... neuf mois avant lesdites élections !

Et le cumul des mandats ?! Monsieur Queyranne n'était-il pas au premier rang des soutiens de Ségolène Royal en la matière ? Pourtant, les belles paroles n'ont pas été suivies d'effets...

Une image hors de prix !



gouffre financier.

Jugez plutôt :

- ▶ Le coût de la charte graphique s'élève à 73 000 €, alors que la moyenne nationale pour un changement de logo se monte à 12 000 €...
- ▶ La campagne d'information - spots, affiches, encarts dans les journaux - pour promouvoir ce nouveau logo se monte à 850 000 €...
- ▶ En juillet 2007, la Commission Permanente vote 750 000 € HT pour la production et la pose d'adhésifs avec le nouveau logo sur 20 rames TER...
- ▶ En juillet 2007, la Commission Permanente vote un appel d'offres pour un marché de dépose de l'ancien logo et la pose du nouveau logo sur l'ensemble des établissements de formation qui dépendent du Conseil Régional : coût estimé 250 000 € HT à 1 000 000 € HT...
- ▶ En janvier 2008, la Commission Permanente vote un appel d'offres pour la fourniture et la pose d'adhésif nouveau logo sur les bus du réseau SATOBUS - coût estimé : 825 000 € HT maxi.

A vos calculettes !

Et le budget de la com s'envole !



Au prétexte que la Région a « bénéficié d'opportunités de marquage particulières sur certaines manifestations qu'elle soutient » (...), l'exécutif régional a fait voter, lors de la dernière commission permanente une augmentation de 15 % du budget. Les banderoles, les kakémonos et le sponsoring valent bien ... une enveloppe !

Rhône-Alpes, réveille-toi !



Oui, les dépenses de fonctionnement et de communication ont augmenté comme jamais depuis 2004 ! J'y vois là plusieurs signes : manque de stratégie et de vision politique à long terme, refus de prendre de vraies responsabilités.

Il est plus facile de faire semblant d'innover, de rejeter la faute sur un Etat irresponsable et irrespectueux de la décentralisation que de répondre aux attentes des Rhônealpins.

L'exécutif reste empêtré dans une majorité hétéroclite et antagoniste : des Verts antinucléaires primaires, des communistes archaïques, des socialistes qui cherchent la ligne entre prospérité économique et bonheur individuel, tout se complique. Et la Région, terre de mission et de contrat, s'est transformée en un espace de gestion où, sans ligne claire, on fabrique des politiques entre soi, complexes que seuls les branchés de la Région peuvent utiliser. Comme si le code n'était réservé qu'aux experts des dossiers ! En gros, la Région s'est transformée en un mini-Etat lointain, aux procédures lourdes et indigestes, où chacun travaille seul, dans le mépris de la vraie concertation, sans dialogue avec les élus de l'opposition que nous sommes.

Cruel manque de vision

Faudra-t-il rappeler que le Ministère de l'Environnement fut créé par un gouvernement de droite en 1971 ; que c'est aussi à la droite qu'on doit la création des Agences de l'Eau, des parcs naturels, de la charte de l'environnement et, bien sûr, du Grenelle de l'Environnement ? C'est la gauche régionale au pouvoir qui est chargée de mettre en musique ce projet. Mais comment s'y prend-elle ? En opposant développement économique et protection de l'environnement, en saupoudrant le territoire avec qui une rénovation chauffage bio, qui un contrat...

L'exécutif privilégie la contrainte et non l'incitation, la communication plutôt que le travail réel avec les acteurs économiques. J'attends toujours des mesures régionales qui inciteraient les entreprises à faire encore plus pour créer de nouveaux emplois, les accompagner réellement vite et mieux. J'attends toujours une simplification des procédures, un vrai effort sur l'innovation et la recherche. Au lieu de ça, on se contente d'organiser des colloques et de communiquer sur l'Eco-Région à grand renfort de papiers publicitaires... On se plaint, on n'expérimente plus : pourquoi se réfugier derrière l'Etat pour éviter de prendre des décisions exemplaires ? Pourquoi ne pas être leader dans la rénovation urbaine aux côtés des autres collectivités ? C'est sûr, un bon voyage d'études au bout du monde pour une commémoration est beaucoup plus agréable qu'une vraie décision négociée ! La Région a-t-elle perdu sa faculté à coordonner les politiques du territoire, à être pilote ?

Fabienne LEVY

Conseillère Régionale du Rhône

Conseillère Communautaire du Grand Lyon

Les lycées privés mis à l'écart

« Le sujet des lycées privés ne mérite pas une tempête dans le bénitier ». On s'était bien rendu compte, Monsieur Queyranne, que vous cherchiez à noyer ces établissements... Votre budget accuse une baisse de 11 % depuis 2004... Ainsi, les « privés » ont vu leur budget d'investissement amputé de quelque 2 millions d'euros, alors que les « publics » ont bénéficié de 30 millions supplémentaires... Mieux encore, alors que les lycées publics bénéficient, sur simple demande, d'aides régionales pour des travaux concernant les économies d'énergie, les lycées privés sont dans l'obligation de répondre à un appel à projets... Ignorez-vous que 25 % des lycéens de notre belle Région font leurs études dans des établissements privés ???



Et pendant ce temps-là, le Président et les Vice-Présidents de la Région Rhône-Alpes voyagent !

Parmi les dernières destinations, l'Inde, qui, au prétexte d'études sur la démocratie participative, a vu arriver une délégation régionale, au premier rang de laquelle Monsieur Auguste, Vice Président.

Ou encore le Brésil, visité par Monsieur Leras, Président du groupe des Verts, accompagné de plusieurs conseillers. Le thème des OGM n'a pas de prix ! Le coût du voyage s'élève à 18 000 €.

Les Amis de Jean-Jack Queyranne font le tour du monde...

Bernard Soulage (PS) : Belgique, Italie, Espagne, Brésil, Suisse, Grande-Bretagne, Canada, Etats-Unis, Chine, Allemagne, Maroc, Mali ;

Roger Fougères (PS) : Vietnam, Laos, Cambodge, Canada, Allemagne, Etats-Unis, Chine, Inde ;

Jean Besson (PS) : Pologne, Chine, Belgique, Maroc, Etats-Unis, Espagne, Tunisie, Inde, Italie ;

Jean-Jack Queyranne (PS) : Italie, Canada, Belgique, Chine, Suisse, Pologne, Inde, Mali ;

Eliane Giraud (PS) : Allemagne, Argentine, Vietnam, Laos, Autriche ;

François Auguste (PC) : Brésil, Belgique, Canada, Maroc ;

Jean-Louis Gagnaire (PS) : Canada, Allemagne, Pologne, Espagne, Suède, Inde ;



Mention spéciale : mieux que la navette Appolo !

L'élú Vert Jean-Philippe Bayon, en 2 ans, a pratiquement couvert la distance de la Terre à la Lune. 248 000 km, 30 voyages et 16 pays : Liban, Burkina Faso, Brésil, Maroc, Algérie, Vietnam, Laos, Cambodge, Canada, Tunisie, Sénégal, Palestine, Belgique, Mali, Madagascar, Roumanie.

Vous avez dit...

« ambition culturelle » ?

Si le budget a beaucoup augmenté, aucune lisibilité ne se dégage... La culture reste le privilège de Jean-Jack Queyranne. Serait-ce le règne de l'administration culturelle ? Où sont donc l'innovation, l'accompagnement, la contractualisation, le respect des acteurs ?

Rien ne sert d'amplifier la crainte des professionnels du cinéma, du théâtre sur le désengagement de l'Etat pour éviter de travailler en Région avec les autres collectivités afin de trouver des moyens financiers et humains. Il aura fallu plus de cinq ans pour avoir une projection de l'emploi culturel en Rhône-Alpes. La Région perd son essence, celle de devancer l'Etat, d'éviter la complexité des procédures administratives. Si on avait attendu l'Etat, le regretté Jacques Oudot aurait-il créé, il y a plus de dix ans, Rhône-Alpes Cinéma ? Les politiques en faveur des Scènes Rhône-Alpes et du Livre auraient-elles été mises en place ? Allons, la culture n'est pas une compétence de la Région, le fait est entendu. Mais elle doit le devenir pour justement pallier les insuffisances de l'Etat, pour faire mieux que lui, pour piloter et accompagner les emplois de demain, pour financer avec les autres collectivités territoriales les spectacles et être le levier vital de la création.

Rhône-Alpes est une grande Région d'une population similaire à celle du Danemark et un territoire équivalent à la Belgique. Mais Jean-Jack Queyranne a-t-il une vraie ambition culturelle, la volonté de faire vraiment ? Ou l'augmentation du budget ne sert-elle qu'à saupoudrer le territoire en fonction des amitiés ou de ses partenaires politiques et de donner des leçons sans agir ?

Il faut un signal fort d'indépendance, travailler en étant exemplaire et au plus près justement des territoires. La décentralisation culturelle est une chance de faire mieux et encore plus !



G R O U P E U M P

R A D I C A L E T A P P A R E N T É S

C o n s e i l R é g i o n a l R h ô n e - A l p e s



Président du Groupe : Jean-Claude CARLE, Sénateur de la Haute-Savoie

Ain (01) : Nicole GUILLERMIN
Michel VOISIN

Ardèche (07) : Jacques GENEST

Drôme (26) : Patrick LABAUNE
Catherine VESPIER

Isère (38) : Jean-Pierre GIRARD
Thierry KOVACS
Fabrice MARCHIOL
Colette TABELING
Marie-Christine TARDY

Loire (42) : Annick BUISSON
Agnès CHANAL
Jean-François CHOSSY
Gérard DUCARRE

Rhône (69) : Laure DAGORNE
Emmanuel HAMELIN
Jean GIRMA
Christophe GUILLOTEAU
Fabienne LEVY
Danielle NOIR
Claude REYNARD
François TURCAS

Savoie (73) : Xavier DULLIN
Marie-Cécile POGUET

Haute-Savoie (74) : Astrid BAUD-ROCHE
Serge HAZARD
Jean-Claude CARLE
Guylaine RIONDEL-BESSON

78 route de Paris - BP 19 - 69751 CHARBONNIERES LES BAINS CEDEX

☎ 04 72 59 42 43 - 📠 04 72 59 46 27 - ✉ umpra@rhonealpes.fr